

Initiatives ministérielles

Combien de fois, monsieur le Président, m'avez-vous entendu parler du problème de la prostitution et du dommage qu'elle cause à certaines de nos communautés, où les parents ont peur d'envoyer leurs enfants à l'école. Ils trouvent des préservatifs dans les rues. Ils trouvent des seringues dans les carrés de sable du parc. Les parents ont peur que leurs enfants ne se piquent accidentellement avec des aiguilles pouvant porter le virus du SIDA, simplement en jouant dans le carré de sable.

Je suis fier de mes électeurs de Parkdale, car ils ont enfin dit: «C'est assez. Si la justice ne fait rien, si la police ne fait rien, si les politiciens ne font rien, nous allons faire quelque chose.» Ils sont descendus dans la rue et ils sont intervenus.

Dans cinq ou dix ans, monsieur le Président, vous lirez les manchettes au sujet de notre communauté de Toronto, vous verrez comment notre communauté, en se mobilisant, a réduit et fait partir l'élément criminel de notre communauté, alors que nous en étions à un stade où cet élément criminel avait pris le dessus. Il était devenu plus fort que l'ensemble des entreprises pourtant regroupées en association, plus fort que les contribuables pourtant organisés en groupes dans tous les quartiers de ma circonscription, plus fort que le système scolaire qui travaille pourtant en étroite collaboration avec la communauté. L'élément criminel était plus fort que toutes les institutions et organisations communautaires mises ensemble, mais c'est fini. Maintenant, c'est la communauté qui a pris le dessus.

Je suis heureux que notre parti ait publié un document d'orientation sur la façon dont nous prévoyons réduire la criminalité dans notre société, sur la façon dont nous entendons modifier la Loi sur les jeunes contrevenants et sur la façon dont nous comptons rétablir les normes. Quant à la déréglementation dont j'ai déjà parlé à la Chambre, le gouvernement semble en être obsédé et penser que la société est mieux dirigée quand on supprime toutes les règles.

Une voix: Vous parlez comme un conservateur.

M. Flis: Monsieur le Président, le député dit que je parle comme un conservateur. Si les conservateurs mettaient leurs principes en pratique, alors nous serions en sécurité dans nos collectivités, mais ils ont renoncé à gouverner et à gérer. Ils disent: «Nous en laisserons le soin au secteur privé». Le secteur privé peut le faire, mais il a besoin d'une réglementation.

Quand on supprime tous ces règlements, que se passe-t-il? Depuis que j'ai parlé d'un sujet analogue, la semaine

dernière, j'ai reçu une autre lettre d'un électeur, un certain M. Sterling. Il est très actif dans sa collectivité.

• (1710)

Il se sert d'une radio CB pour venir en aide à des personnes qui font une crise cardiaque ou qui ont un accident cérébro-vasculaire ou un trouble pulmonaire. Ces radios permettent de sauver des vies. Grâce à elles, on peut appeler une ambulance ou la police et sauver bien des vies.

On ne peut plus le faire maintenant parce que le gouvernement a décidé de déréglementer les radios CB. Le ministre des Communications a même dit que les téléphones cellulaires, dont nous avons parlé dans le projet de loi C-109, ne sont pas comme les téléphones ordinaires, mais comme des radios CB. Si le gouvernement traite les téléphones cellulaires comme les radios CB, bien des gens dans ma collectivité auront recours à une arme ou quelque chose de ce genre. Ils ne se sentent pas en sécurité à cause de ce qui se passe actuellement.

Dans la lettre qu'il m'a écrite, M. Sterling souligne que le langage grossier, les menaces, les menaces de recours aux gorilles de la mafia, les coupures de câbles coaxiaux, les micros à effets spéciaux, les interruptions, la musique, le bruitage et autres étaient sensés aller à l'encontre du règlement du ministère des Communications.

Du temps où les communications par radio CB étaient réglementées et que de telles interruptions se produisaient, le ministère des Communications se présentait rapidement chez les coupables et y mettait fin. À l'heure actuelle, cela ne semble plus possible. Un fonctionnaire du ministère des Communications est allé rendre visite à certains de ces contrevenants, mais tout ce qu'il a pu dire à M. Sterling, c'est qu'en effet, il avait rendu visite à la personne qui était à l'origine de toutes ces interruptions mais qu'il ne pouvait rien y faire. Ces gens n'ont de respect pour personne, surtout pas pour les femmes. J'ai déjà raconté à la Chambre qu'ils s'en prenaient aux femmes, les couvrant d'injures et d'insultes sur les ondes.

À moins que nous n'imposions à nouveau certaines règles, la même chose va se produire avec les téléphones cellulaires. Je suis tout à fait pour toute mesure qui contribuera à assainir les ondes, qu'elles soient utilisées par les téléphones cellulaires ou les postes de radio CB. Comme le répète notre porte-parole, il nous faut un règlement qui mettra de l'ordre dans notre réseau de communications, qui nous donnera des normes à suivre.